

Vu l'article 8 de la loi du 26 février 1999 instaurant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1954 portant coordination des dispositions légales relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit;

Voulant témoigner de l'estime à ceux qui, en raison de leur appartenance à la communauté juive de Belgique, furent victimes des persécutions allemandes pendant la seconde guerre mondiale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant que l'âge élevé des intéressés exige une exécution rapide des dispositions légales;

Sur la proposition de notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une médaille est instituée pour les prisonniers politiques reconnus qui durant la deuxième guerre mondiale furent incarcérés ou internés en raison de leur appartenance à la communauté juive de Belgique.

Art. 2. La médaille est en laiton patiné bronze, elle a 40 millimètres de diamètre. A l'avant, la médaille porte en son milieu une Etoile de David traversée par un fil de fer barbelé et les dates 1940-1945. Sur le pourtour, elle porte le texte « prisonnier politique juif de Belgique — joodse politieke gevangene van België ». Au revers, elle porte le texte « La Belgique se souvient. Auschwitz — plus jamais/België herinnert zich. Auschwitz — nooit meer ».

Art. 3. Le bijou est suspendu par une bélière à un ruban de 33 millimètres de largeur aux couleurs de la Belgique.

Art. 4. Ni le bijou avec la bélière, ni le ruban ne sont délivrés par le Gouvernement.

Art. 5. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Gelet op artikel 8 van de wet van 26 januari 1999 houdende nieuwe maatregelen ten voordele van de oorlogsslachtoffers;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1954 tot coördinatie van de wetbepalingen betreffende het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden;

Willende achting betonen voor hen, die wegens hun behoren tot de joodse gemeenschap in België, slachtoffer waren van de duitse vervolgingen tijdens de tweede wereldoorlog;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de hoge leeftijd van de belanghebbenden tot een vlugge uitvoering van de wettelijke bepalingen noopt;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een medaille wordt ingesteld voor de erkende politieke gevangenen die wegens hun behoren tot de joodse gemeenschap in België tijdens de tweede wereldoorlog werden gevangengezet of geïnterneerd.

Art. 2. De medaille is van geel koper gepatineerd brons; zij heeft een diameter van 40 millimeter. Op de beeldzijde van de medaille staat in het midden een Davidsster met prikkeldraad erdoor en de data 1940-1945. In de rand staat de tekst « prisonnier politique juif de Belgique — joodse politieke gevangene van België ». Op de keerzijde staat de tekst « La Belgique se souvient. Auschwitz — plus jamais/België herinnert zich. Auschwitz — nooit meer ».

Art. 3. Het juweel hangt met een ring aan een lint van 33 millimeter breedte in de Belgische kleuren.

Art. 4. Noch het juweel met de ring, noch het lint worden door de Regering afgeleverd.

Art. 5. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 1307

[99/22370]

**19 AVRIL 1999. — Arrêté royal
réglant le statut de l'enfant juif caché
pendant la seconde guerre mondiale**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 6 de la loi du 26 janvier 1999 instaurant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre;

Vu l'avis du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Attendu que l'âge élevé des intéressés exige une exécution rapide des dispositions légales;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Des bénéficiaires*

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté :

1° la qualité d'« enfant caché » sous-entend la qualité reconnue à tout enfant âgé de moins de 21 ans au 10 mai 1940 ou né postérieurement à cette date, qui, afin de se soustraire aux effets des mesures anti-juives édictées par l'occupant, a été contraint de vivre dans la clandestinité, pendant une période précisée à l'article 5.

N. 99 — 1307

[99/22370]

**19 APRIL 1999. — Koninklijk besluit
tot regeling van het statuut van het tijdens de tweede wereldoorlog
ondergedoken joodse kind**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 6 van de wet van 26 januari 1999 houdende nieuwe maatregelen ten voordele van de oorlogsslachtoffers;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de hoge leeftijd van de belanghebbenden tot een vlugge uitvoering van de wettelijke bepalingen noopt;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De begunstigden*

Artikel 1. In dit besluit :

1° wordt met de hoedanigheid « ondergedoken kind » de hoedanigheid bedoeld die wordt toegekend aan elk kind van minder dan 21 jaar op 10 mei 1940 of na deze datum geboren, dat gedwongen werd gedurende de in artikel 5 omschreven periode, clandestien te leven om zich te onttrekken aan anti-joodse maatregelen uitgevaardigd door de bezetter.

2° « Le Ministre » est le Ministre qui a les victimes de la guerre dans ses attributions.

Art. 2. La qualité d'« enfant caché » est reconnue aux enfants visés à l'article 1^{er}, 1°, à la condition qu'ils aient possédé leur résidence habituelle en Belgique au 10 mai 1940 et qu'ils possèdent la nationalité belge au moment de l'introduction de la demande.

Art. 3. Sont exclues du bénéfice du présent arrêté les personnes :

1° qui ont été condamnées pour crime ou délit contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat;

2° qui ont été soit condamnées à une peine privative de liberté de deux ans ou plus, soit déchués de leurs droits civils. L'exclusion prend fin de plein droit lorsque ces personnes sont réhabilitées ou recouvrent leurs droits civils.

CHAPITRE II. — *De la demande et de son instruction*

Art. 4. § 1^{er}. Pour être admis au bénéfice du présent arrêté, les intéressés doivent introduire, directement au Service des victimes de la Guerre ou via une association représentative de la communauté juive, une demande accompagnée, à peine d'irrecevabilité, d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs délivré moins de trois mois avant la date de la demande. La demande doit parvenir au Service des Victimes de la Guerre par pli recommandé à la poste, endéans le délai de douze mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Les intéressés administrent par toutes voies de droit la preuve de leur qualité d'enfant caché et la durée de celle-ci.

Art. 5. En aucun cas, il n'est tenu compte d'une période de clandestinité antérieure au 1^{er} juillet 1942.

La date ultime de fin de clandestinité qui peut être prise en considération est celle de la libération de la partie du territoire dans laquelle l'enfant était caché.

Art. 6. Le Ministre statue sur les demandes introduites conformément à l'article 4 après avis de la chambre compétente de la Commission de reconnaissance nationale, constituée à cette fin, composée :

- d'un président;
- d'un fonctionnaire de l'Administration des Victimes de la Guerre;
- d'un délégué d'une association représentative d'enfants cachés.

Art. 7. Toute décision rendue conformément à l'article 6 peut être révisée lorsqu'elle est entachée d'erreur de fait ou de droit ou lorsque des éléments nouveaux sont produits et justifient la révision.

Art. 8. § 1^{er}. La révision est provoquée soit par le Ministre qui en informe l'intéressé soit par celui-ci qui adresse une demande au Service des Victimes de la Guerre.

Dans les deux cas, le Ministre statue, après nouvelle instruction et avis de la Commission visée à l'article 6, par décision motivée notifiée à l'intéressé.

Les demandes et la notification prévues par le présent article se font par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Sauf, lorsqu'elle est fondée sur la production d'éléments nouveaux, la révision doit être provoquée, à peine de forclusion, dans un délai de dix ans à dater du jour où la décision qui en fait l'objet est devenue définitive.

Art. 9. § 1^{er}. Aucune demande ne peut être introduite à titre posthume.

§ 2. Le décès du requérant interrompt la procédure.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 10. Toute décision d'attribution de la qualité d'enfant caché donne lieu à l'établissement d'une carte de reconnaissance à titre honorifique du statut.

2° is « de Minister », de Minister tot wiens bevoegdheid de oorlogsslachtoffers behoren.

Art. 2. De hoedanigheid van « ondergedoken kind » wordt toegekend aan de kinderen bedoeld in artikel 1, 1° onder voorwaarde dat zij hun gewone verblijfplaats in België hadden op 10 mei 1940 en de Belgische nationaliteit bezitten bij het indienen van de aanvraag.

Art. 3. Uitgesloten van het voordeel van dit besluit, zijn de personen :

1° die veroordeeld werden wegens misdaad of wanbedrijf tegen de uitwendige of inwendige veiligheid van de Staat.

2° die hetzij veroordeeld werden tot een vrijheidsstraf van twee jaar of meer, hetzij vervallen zijn verklaard van hun burgerlijke rechten. De uitsluiting eindigt van rechtswege wanneer deze personen in eer hersteld zijn of hun burgerlijke rechten herwinnen.

HOOFDSTUK II. — *De aanvraag en het onderzoek*

Art. 4. § 1. Om het voordeel van dit besluit te kunnen genieten, moeten de belanghebbenden een aanvraag indienen rechtstreeks bij de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers of via een representatieve vereniging van de joodse gemeenschap, vergezeld, op straf van onontvankelijkheid, van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden voor de datum van de aanvraag is afgegeven. De aanvraag moet toekomen bij de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers bij een ter post aangetekende brief, binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. De belanghebbenden leveren met alle rechtsmiddelen bewijs van hun hoedanigheid van ondergedoken kind en van de periode die ze alzo doorbrachten.

Art. 5. Met clandestiniteit vóór 1 juli 1942 wordt geenszins rekening gehouden.

De uiterste datum die als einde van de clandestiniteit kan in aanmerking worden genomen is deze van de bevrijding van de streek waar het kind ondergedoken was.

Art. 6. De Minister doet uitspraak over de aanvragen, die overeenkomstig artikel 4 werden ingediend na advies van de bevoegde kamer van de Commissie van nationale erkentelijkheid, daartoe opgericht en samengesteld uit :

- een voorzitter;
- een ambtenaar van de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers;
- een afgevaardigde van een representatieve vereniging van ondergedoken kinderen.

Art. 7. Elke beslissing, getroffen overeenkomstig artikel 6, kan herzien worden wegens dwaling in feite op in rechte of ten gevolge van het overleggen van nieuwe gegevens die de herziening wettigen.

Art. 8. § 1. De herziening wordt gevorderd hetzij door de Minister die de belanghebbende ervan op de hoogte brengt, hetzij door deze zelf die een aanvraag richt aan de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers.

Telkens doet de Minister, na een nieuw onderzoek en advies van de Commissie bedoeld in artikel 6, uitspraak bij een gemotiveerde beslissing die aan de belanghebbende betekend wordt.

De aanvragen en de betekening voorzien in dit artikel gebeuren bij een ter post aangetekend schrijven.

§ 2. Tenzij zij steunt op de overlegging van nieuwe gegevens, moet de herziening, op straffe van uitsluiting, gevorderd worden binnen een termijn van tien jaar vanaf de dag waarop de beslissing waarvan de herziening wordt gevorderd, definitief is geworden.

Art. 9. § 1. Een aanvraag kan niet postuum worden ingediend.

§ 2. Het overlijden van de verzoeker stuit de procedure.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 10. De toekenning van de hoedanigheid van ondergedoken kind geeft aanleiding tot het opstellen van een kaart van eershalve toekenning van het statuut.

Art. 11. Le bénéfice du présent arrêté ne peut entraîner aucune incidence financière actuelle ou future et ne donner aucun droit à l'obtention d'un autre statut de reconnaissance nationale.

Art. 12. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Art. 11. Het genot van dit besluit kan noch een huidige of toekomstige financiële weerslag hebben, noch een recht inhouden op een ander statuut van nationale erkentelijkheid.

Art. 12. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 1308

[99/22398]

20 AVRIL 1999.

Arrêté royal réglant les activités
de la Commission de reconnaissance nationale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 2 de la loi du 26 janvier 1999 instaurant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre;

Vu l'avis du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'âge élevé des intéressés exige une exécution rapide des dispositions légales;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La commission instituée par l'article 2 de la loi du 26 janvier 1999 instaurant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre est chargée de vérifier si les conditions exigées par les lois et arrêtés pour l'octroi des statuts de reconnaissance nationale énumérés aux articles 3, sub 1° à 19°, 6, § 1^{er} et 8 de la même loi, sont réunies.

Toutefois, les reconnaissances ne peuvent pas être conférées à titre posthume.

Art. 2. Cette commission se compose, pour chaque régime linguistique d'autant de chambres qu'il y a de statuts et chaque chambre est composée comme suit :

- un président;
- un fonctionnaire;
- un délégué d'une association représentative du statut concerné.

Un commissaire-rapporteur fait rapport devant la commission.

Une même personne peut siéger dans différentes chambres.

Art. 3. Le siège administratif de la commission se trouve à l'Office central de la Matricule, pour ce qui concerne les statuts militaires et au Service des Victimes de la Guerre, pour ce qui concerne les statuts civils.

Art. 4. Un membre du personnel des services précités remplit, pour chaque chambre de ladite commission, la fonction de commissaire-rapporteur.

Ce commissaire-rapporteur est chargé, sous le contrôle du président ou de son remplaçant :

1° d'établir le rôle des affaires inscrites à chaque audience et de préparer et constituer les dossiers correspondants;

2° de convoquer, le cas échéant, l'intéressé, par lettre recommandée, huit jours au moins avant la date prévue pour la comparution;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 1308

[99/22398]

20 APRIL 1999.

Koninklijk besluit tot regeling van de werkzaamheden
van de Commissie van nationale erkentelijkheid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 2 van de wet van 26 januari 1999 houdende nieuwe maatregelen ten voordele van oorlogsslachtoffers;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de hoge leeftijd van de belanghebbenden tot een vlugge uitvoering van de wettelijke bepalingen noopt;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De commissie die is ingesteld bij artikel 2 van de wet van 26 januari 1999 houdende nieuwe maatregelen ten voordele van de oorlogsslachtoffers is gelast na te gaan of de voorwaarden opgelegd door de wetten en besluiten voor het toekennen van de statuten van nationale erkentelijkheid, opgesomd in de artikelen 3, sub 1° tot 19°, 6, § 1 en 8 van dezelfde wet, voorhanden zijn.

De erkenningen kunnen evenwel niet postuum verleend worden.

Art. 2. Deze commissie bestaat, voor elk taalstelsel, uit zoveel kamers als er statuten zijn en elke kamer is samengesteld als volgt :

- een voorzitter;
- een ambtenaar;
- een afgevaardigde van een representatieve vereniging van het betreffende statuut.

Een commissaris-verslaggever brengt verslag uit voor de commissie.

Eenzelfde persoon kan zitting hebben in verschillende kamers.

Art. 3. De administratieve zetel van de commissie bevindt zich bij de Centrale Dienst van het Stamboek, wat de militaire statuten betreft, en bij de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers, wat de burgerlijke statuten betreft.

Art. 4. Een personeelslid van de vernoemde diensten vervult bij elke kamer van de genoemde commissie de functie van commissaris-verslaggever.

Deze commissaris-verslaggever is ermee belast, onder controle van de voorzitter of zijn plaatsvervanger :

1° de rol der ingeschreven zaken voor elke zitting op te maken en de overeenstemmende dossiers voor te bereiden en samen te stellen;

2° in voorkomend geval de betrokkene bij aangetekend schrijven op te roepen, ten minste acht dagen vóór de vastgestelde datum van verschijning;